



ENSEMBLE LE JEUDI 16 OCTOBRE

- ✚ CONTRE l'Austérité,
- ✚ POUR Revaloriser Les Salaires,
- ✚ POUR L'emploi, Les Investissements D'avenir,
- ✚ POUR Notre Sécurité Sociale

Grève, Rassemblements, Manifestations Donnons De La Force A Nos Revendications

Depuis des années, seule la voix des patrons de multinationales est écoutée par ceux qui dirigent le pays. Et cela va de mal en pis pour les salariés, la population.

La Voix Des Salariés, Unis, Mobilisés Autour De Leurs Revendications S'impose.

Il y en a assez d'entendre quotidiennement ces « experts », qui ne connaissent l'entreprise qu'en ouvrant leur journal, tous inféodés à l'idéologie libérale, qui considèrent le salaire, la Sécurité sociale, les congés, le Code du travail comme un coût à réduire, à rabaisser sans cesse.

Sans Notre Travail Dans Les Entreprises, Aucune Valeur, Aucune Richesse N'est Créée !

C'est une réalité que les salariés doivent porter ensemble pour refuser l'inacceptable programmé. Plus on réduit le pouvoir d'achat, plus on réduit la consommation, plus on réduit les commandes des entreprises, et plus on aggrave la situation économique.

C'est dans cet état d'esprit, de l'amplification des choix et orientations qui livrent la santé, la retraite, la famille aux marchés et libèrent le patronat, le capital, du financement de la protection sociale que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) sera soumis au parlement dans quelques semaines.

C'est une réduction programmée des moyens de la sécurité sociale de 21 milliards sur 3 ans (2015, 2016, 2017) avec une ponction de 10 milliards sur les moyens de l'assurance maladie, dont 5 milliards provenant des restrictions imposées aux hôpitaux publics, et une diminution de 11 milliards des ressources des autres branches.

Pour demain, ce sont concrètement pour les salariés et retraités :

- ✓ des droits à la retraite et des pensions gelées depuis le 1^{er} avril 2014, qui ne cesseront de se déliter encore davantage,
- ✓ des besoins de santé qui passeront à la charge de l'assuré social qui aura de plus en plus

Le pacte scélérat dit de « responsabilité », instauré par le gouvernement, conduit à aggraver la situation, à plonger l'économie du pays dans la récession :

➤ **Diminution** de 50 milliards des ressources de l'Etat et dans les collectivités locales, conduisant à reporter, annuler des travaux utiles pour le service à la population (les PME qui réalisent ces travaux, avec moins de commandes, réduiront l'emploi, aggravant le chômage).

➤ **Cadeaux** de 30 milliards aux employeurs en réduisant leurs « charges », (cotisations sociales) aggraveront les comptes de notre sécurité sociale, entraînant de nouvelles politiques agressives contre nos droits sur les remboursements des soins, le système hospitalier, nos retraites, les allocations familiales... Ou alors, pour maintenir ces garanties, c'est par l'augmentation de nos impôts, taxes, que l'Etat compensera ces cadeaux faits aux patrons.

de difficultés à accéder aux soins et qui y renoncera,

- ✓ des réformes des prestations familiales, tels le congé parental et la prime à la naissance, pour les réduire d'au moins 800 millions d'euros,

.../..

Pour le patronat, pour le capital, il s'agit :

✓ d'aller toujours plus loin dans la réforme de la sécurité sociale et d'en finir avec un système qui visait à mettre, selon ses concepteurs d'origine, la santé, la vieillesse, la famille en dehors de la sphère marchande et spéculative de l'assurantiel,

✓ d'en finir avec un système financé à partir d'un prélèvement et d'une socialisation de la part nécessaire des richesses créées, pour couvrir tous les aléas de l'existence (maladie, accident du

travail, vieillesse) et les charges de famille dans le double principe de solidarité et d'égalité,

✓ de réduire la Sécurité sociale en une assistance minimum pour les plus démunis, financée par l'impôt, de se libérer de tout prélèvement pour financer la santé, la retraite et les prestations familiales en s'emparant de ces secteurs pour ses profits, via l'assurantiel,

✓ de s'exonérer toujours davantage des cotisations sociales, au fallacieux prétexte de baisser le « coût du travail », alors qu'elles sont une partie intégrante du salaire des travailleurs, ce que le patronat n'a jamais toléré.

Et pourtant, le gouvernement continue de gaver le patronat d'aides financières sans aucun contrôle, sans aucun bilan : 220 milliards d'euros chaque année selon la cour des comptes. Les multinationales du CAC 40 ont augmenté les dividendes des actionnaires de 30 % en leur versant plus de 31 milliards d'euros au 2^{ème} semestre 2014. Autant d'argent pris dans les caisses des entreprises, qui ne servira ni aux investissements d'avenir, ni à l'emploi, ni aux conditions de travail et encore moins aux salariés.

Arrêtons le massacre de la Sécurité sociale qui n'est malade que des politiques mises en œuvre depuis des décennies, que des politiques de bas salaires et de liquidation d'activités et donc d'emplois.

Du Salaire Et De L'emploi Dépendent Les Moyens De La Sécurité Sociale !

LE 16 OCTOBRE, dans le cadre de la journée interprofessionnelle de mobilisations, l'Union Départementale CGT de Loir & Cher appelle tous les salariés, actifs, retraités et privés d'emploi par la grève et la manifestation à se relever, à agir collectivement afin d'exiger ensemble :

✚ ***Le renforcement de la Sécurité sociale à partir notamment de la socialisation de la part nécessaire des richesses créées, de l'arrêt des exonérations patronales, de l'arrêt de la fiscalisation de son financement...***

✚ ***Une véritable augmentation générale des salaires, retraites et minima sociaux,***

✚ ***L'arrêt des liquidations d'emplois par le développement et la relocalisation des productions industrielles, la reconquête des services publics de proximité,***

Blois : 14H30 place Lorjou (à côté de la Maison des syndicats – pour aller en manifestation à la Sécurité sociale).

Romorantin : 10H30 Place de la Paix.

LE 16 OCTOBRE

Prenons Nos Revendications En Main

LUTTONS ENSEMBLE.